



L'OBSERVATOIRE DE LA FILIÈRE LAIT AU TCHAD, UN OUTIL DE CONCERTATION ENTRE ACTEURS

Communication au 2ème Comité scientifique du PRASAC, Maroua, les 5-9 février 2001

Guillaume DUTEURTRE et Mian Oudanang KOUSSOU
Observatoire du Développement du PRASAC / LRVZ de Farcha (Tchad) / CIRAD-EMVT

Résumé

Plusieurs auteurs montrent que la recherche peut jouer un rôle de premier plan dans la mise sur pied d'instances de concertation entre acteurs d'une même filière. L'objectif de telles démarches est de favoriser les échanges d'informations techniques ou économiques afin que les acteurs puissent adapter leurs stratégies au contexte dans lequel ils évoluent : évolution de l'offre, exigences du marché, nouvelles réglementations, concurrence. Ces échanges d'information servent alors de prétexte à des négociations ou concertations entre acteurs privé ou publics d'une même filière. En retour, les échanges permanents entre chercheurs et acteurs des filières permettent de valider les questions de recherche et de discuter de la pertinence des résultats obtenus. Or, la mise en œuvre de telles démarches en Afrique centrale butte sur la rareté des informations économiques disponibles et sur le manque de structuration du milieu professionnel.

Une méthode permettant de lever ces principales contraintes a été testée au Tchad autour de la filière d'approvisionnement en produits laitiers de N'Djamena. Elle repose sur la mise sur pied d'un observatoire de la filière laitière, dispositif léger constitué d'un enquêteur, d'une base de données et d'une équipe de 2 chercheurs à quart-temps. Le fonctionnement de l'observatoire consiste à relever périodiquement des indicateurs de l'évolution du marché (prix, quantités, types de produits, types d'entreprises), à réaliser des études thématiques ponctuelles, et à organiser des réunions de présentation des résultats auprès des acteurs de la filière. Ces réunions, qui sont semestrielles, sont des lieux privilégiés de débat entre acteurs, et facilitent la rencontre des partenaires en dehors de ce contexte. Des dégustations permettent aussi de favoriser l'émergence d'un référentiel commun sur la qualité des différents produits fabriqués. La participation des pouvoirs publics aux réunions semestrielles permet d'aborder la question de la réglementation sur les produits. Cette démarche pourrait être étendue à d'autres pays et à d'autres filières.

Introduction

Les systèmes agroalimentaires africains sont intimement liés aux échanges économiques dans lesquels ils s'insèrent : marchés locaux, flux régionaux et transfrontaliers, échanges avec le marché mondial. Ainsi, les perspectives d'évolution des sociétés rurales africaines doivent-elles être abordées à la lumière de la connaissance des filières de commercialisation des produits. Les choix politiques doivent donc être précédés par la mise en place de dispositifs spécialisés dans la collecte et l'analyse de données économiques, dispositifs qualifiés selon les cas d'observatoires, de systèmes d'information ou même de systèmes d'alerte rapide.

D'un autre côté, afin d'élaborer des stratégies individuelles pertinentes, les acteurs des filières agroalimentaires ont eux aussi besoin de connaître les conditions dans lesquelles ils réalisent leurs activités marchandes : conjonctures internationales, conditions réglementaires, état des infrastructures de transport, prix des produits sur les différents marchés locaux, qualité des produits, modification de la structure de la demande, etc.

Plusieurs auteurs ont montré l'intérêt de la mise sur pied d'instances de concertation entre acteurs pour améliorer à la fois le pilotage des filières par l'administration et la pertinence des stratégies individuelles (BOURGEOIS et HERRERA, 1998 ; CERDAN, 1999). Comme le notent BOURGEOIS et HERRERA dans le cas de l'Amérique centrale, "en matière de politiques, peu d'efforts analytiques purs conduisent à des changements socio-économiques s'ils ne sont pas accompagnés par une dynamique d'action sociale. Réciproquement, en l'absence d'un cadre d'analyse approprié et d'une information de qualité, les processus de dialogue et de concertation peuvent s'avérer stériles".

En Afrique centrale, ces besoins de connaissance qui concernent à la fois les "décideurs" et les "acteurs" eux-mêmes, ainsi que la mise sur pied d'espaces de concertation, se heurtent à deux obstacles principaux :

- la rareté des informations disponibles, due au caractère informel des transactions et au manque de moyen des services statistiques ;
- le faible niveau de structuration professionnelle des filières

Jusqu'à présent, peu de travaux se sont intéressés à ce problème dans le contexte de l'Afrique centrale. Le présent article a pour objet de présenter une méthode de mise en place d'instances de concertation entre acteurs. Cette méthode a été développée à N'Djamena dans le cadre de la filière laitière.

Contexte général du secteur laitier au Tchad

a Le secteur élevage

Le secteur de l'élevage occupe une place importante à la fois dans la société et dans l'économie du Tchad. L'activité d'élevage concerne au moins 80 % de la population tchadienne. D'après les chiffres couramment cités, les productions animales représentent 40 % de la production agricole totale, soit 18 % du PIB et 30 % des exportations (MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, 1998). Cette estimation est toutefois sujette à discussions dans la mesure où l'économie du secteur reste très largement informelle et mal connue.

Une des caractéristiques essentielle de l'élevage des ruminants au Tchad est sa mobilité qui concerne 70 % du cheptel. On distingue ainsi les éleveurs nomades qui se déplacent perpétuellement à la recherche du pâturage ; les éleveurs transhumants qui quittent un territoire d'attache à un moment donné pour y revenir plus tard en fonction des saisons ; les éleveurs sédentaires et semi-transhumants, dont tout ou partie du troupeau reste sur place. Ces derniers installés autour des grandes agglomérations assurent l'essentiel de l'approvisionnement de la population urbaine en lait et produits laitiers. Ils sont aidés en cela par les transhumants qui à l'occasion se trouvent de passage autour des grandes villes.

b. La production laitière marchande

Les estimations de la FAO pour l'année 1999 donnent la répartition suivante par espèce de la production de lait au Tchad (Tableau 1):

Tableau 1 : Production laitière au Tchad

Espèces	Production laitière annuelle (en tonnes)
Vache	122 850
Chèvre	22 600
Chamelle	19 600
Brebis	9 750
TOTAL	174 800

Source : FAO, annuaire de la production 2000 (www.fao.org)

Toujours selon les mêmes sources, le disponible utilisable pour l'alimentation humaine est estimé à 161 691 tonnes soit une disponibilité par personne par jour de 22,8 kg. La moyenne africaine est de 26,8 kg.

Historiquement, le lait est l'aliment de base des populations pastorales. Il est aussi traditionnellement transformé par les femmes en lait caillé et en beurre clarifié qui sont l'objet d'un commerce important. Déjà, au début du XXème siècle, existait un circuit transsaharien d'exportation de beurre clarifié vers les

grandes villes du Proche Orient contrôlé par des commerçants libano-syriens. Les négociants parcouraient les campements nomades pour y collecter le beurre et l'expédier par camion dans des grands fûts de 200 litres (DECONINCK, 1969). Dans les années 1930 à 1940, ce commerce fût repris par les maisons de commerce coloniales qui exportèrent au début des années 40 plus de 2000 tonnes de beurre par an vers la Métropole. Après la deuxième guerre mondiale, l'explosion de la production laitière dans les pays du Nord et l'augmentation de la concurrence internationale portèrent un coup d'arrêt aux exportations de beurre tchadien. Plus tard, le développement de la ville de N'Djamena eut pour conséquence de polariser le commerce laitier vers la capitale.

D'après des enquêtes menées depuis 1991 au service de socio-économie du Laboratoire en partenariat avec le CIRAD (PISSANG TCHANGAI, 1995 ; ZAFINDRAJONA *et al.*, 1997 ; GAUTHIER *et al.*, 1998), le secteur laitier se dynamise progressivement autour des principales villes du pays. De nouveaux acteurs apparaissent, parfois de manière inattendue : alors que les entreprises laitières modernes s'avèrent souvent éphémères, des formes d'entreprises typiquement africaines émergent, comme les collecteurs à mobylette, les petits fromagers ou les bars laitiers.

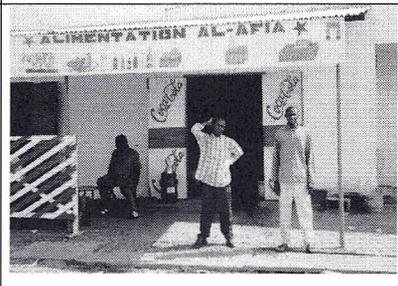
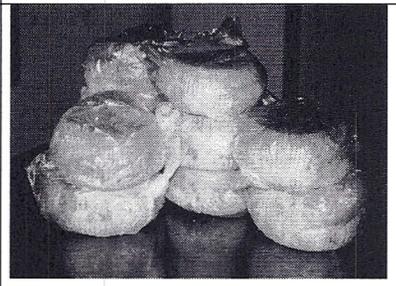
c. Le cas du marché laitier de N'Djamena

Le bassin d'approvisionnement de la ville de N'Djamena repose sur des élevages situés dans un rayon de 80 km autour de la ville. Il s'agit d'élevages extensifs qui valorisent surtout le lait de vache, mais aussi le lait de chèvre. Depuis plusieurs années, de nombreux éleveurs transhumants participent aussi à l'approvisionnement de la ville en lait de chamelle.

On évalue à environ 50 000 litres/jour le marché en lait local de la capitale (toutes espèces confondues), avec de très fortes variations saisonnières. On différencie trois circuits de commercialisation qui permettent aux producteurs de vendre leurs produits vers la ville :

1. le circuit des revendeuses traditionnelles qui commercialisent du lait caillé et du beurre clarifié achetés en brousse ou produits par leurs soins dans les élevages les plus proches de la ville ;
2. le circuit des collecteurs à mobylettes, par lequel le lait frais est acheminé le long des routes goudronnées vers la ville, et qui alimente les bars laitiers ;
3. le circuit des artisans qui transforment le lait frais en fromage ou en yaourts.

LES TROIS FILIÈRES DE LAIT LOCAL

Circuit 1 Lait caillé et beurre clarifié	Circuit 2 Lait frais et bars laitiers	Circuit 3 Transformateurs artisanaux
		

Ces trois circuits sont performants et complémentaires, dans la mesure où ils approvisionnent la ville en produits différents. Mais c'est le troisième circuit, composé de petites entreprises laitières, qui dynamise le plus la filière. Ce sont elles qui créent de nouveaux débouchés pour les laits de collecte.

Les importations de poudre de lait et de produits de luxe interviennent pour compléter cet approvisionnement local. Elles représentent environ 35 à 40 % des quantités consommées dans la capitale. Mais le rapport de prix leur est pour l'instant défavorable.

d. Au sud du pays aussi, les élevages pastoraux approvisionnent les villes

Une étude menée à Moundou en 1999 par le service de socio-économie du Laboratoire en partenariat avec le Pôle régional de recherches appliquées au développement de l'Afrique centrale (PRASAC) a

montré que cette ville est approvisionnée en lait local à partir d'un bassin laitier s'étirant le long du fleuve Logone sur une vingtaine de kilomètre en aval et en amont du centre ville. Seul le lait de vache fait l'objet d'un commerce significatif. Cette ceinture laitière est essentiellement constituée d'élevages peuls (DUTEURTRE et ATTEYEH, 1999 et 2000).

Ici, point de collecte à mobylette : les femmes peules se rendent à pied en ville pour écouler leurs produits sur les marchés ou au porte-à-porte : lait frais, lait caillé, beurre solide, beurre clarifié. On trouve aussi à Moundou plusieurs petits ateliers de transformation qui utilisent du lait local : il s'agit de bars laitiers et de fromageries artisanales. Le marché de Moundou en lait local a été évalué à environ 5 000 litres de lait par jour, dont environ 1/5^{ème} est écoulé par les bars laitiers.

Le développement des entreprises laitières urbaines semble limité par le manque de savoir-faire des transformateurs ainsi que par les difficultés d'accès à l'énergie électrique (coût, délestages fréquents).

Pour mieux comprendre les blocages des petites entreprises de transformation laitière localisées à N'Djamena et Moundou et identifier des actions pouvant les aider, le Laboratoire de Farcha, avec l'aide du Pôle régional de recherches appliquées au développement des savanes d'Afrique centrale (PRASAC), a mis sur pied en 1999 un observatoire de la filière laitière.

Méthodologie de l'Observatoire de la filière lait

L'Objectif de cet observatoire est de suivre en temps réel les évolutions des prix du marché, l'apparition de nouveaux produits ou de nouvelles entreprises, et d'animer des réunions de concertation entre acteurs de la filière.

L'Observatoire est constitué d'un dispositif léger comprenant un enquêteur - opérateur de saisie, et de deux chercheurs à 1/4 temps. Une base de données est alimentée régulièrement avec les informations suivantes :

- Prix des produits laitiers sur les marchés urbains et sur certains marchés ruraux (1 fois par semaine)
- Quantités de produits présentés sur les marchés urbains (1 fois par semaine)
- Lieux d'achats en brousse des différents produits
- Types de produits commercialisés à N'Djamena
- Types d'entreprises impliquées dans le commerce laitier

La méthode suivie pour les relevés de prix consiste à établir des relations de confiance avec plusieurs commerçants présents régulièrement sur les marchés urbains pour leur demander les prix d'achats en brousse et les prix de vente pratiqués le jour de l'enquête sur les marchés urbains. Ces prix sont relevés une fois par semaine de manière à suivre les variations saisonnières de façon précise. Il s'agit donc d'enquêtes "à dire d'acteurs". L'enquêteur entretient de véritables relations d'échange avec les commerçants disposés à collaborer en leur apportant diverses informations techniques ou économiques : conseils sur le nettoyage des bidons, l'hygiène du lait, les systèmes de crédits existants, etc.

Les ordres de grandeurs des unités de mesure traditionnelles sont données par des pesages réguliers des produits : pour le lait liquide, le *coro* contient 2,2 litres, et pour le beurre solide, le *cob* contient entre 0,9 et 1,2 kg.

Les réunions de concertation entre acteurs de la filière sont organisées au moins 2 fois par an. Elles se tiennent en français, avec la possibilité de traduire les interventions des uns ou des autres en langue locale (arabe tchadien) lorsque le besoin s'en fait sentir. Ces réunions sont ouvertes à tous les acteurs de la filière. Ils sont convoqués par écrit ou par oral suivant les cas. Les personnes qui prennent part à ces rencontres sont :

- Les professionnels : représentants des producteurs, collecteurs, bars laitiers, fromagers, revendeuses de lait, épicerie ;
- Les organismes privés d'appui et de développement : ONGs, organismes de crédit, vétérinaires, projets, bureaux d'étude ;
- Les institutions publiques : représentants du Ministère de l'élevage, et d'autres Ministères (en fonction du thème du jour) des services d'appui à l'élevage, chercheurs et techniciens du Laboratoire national, représentants des institutions internationales, bailleurs de fonds.

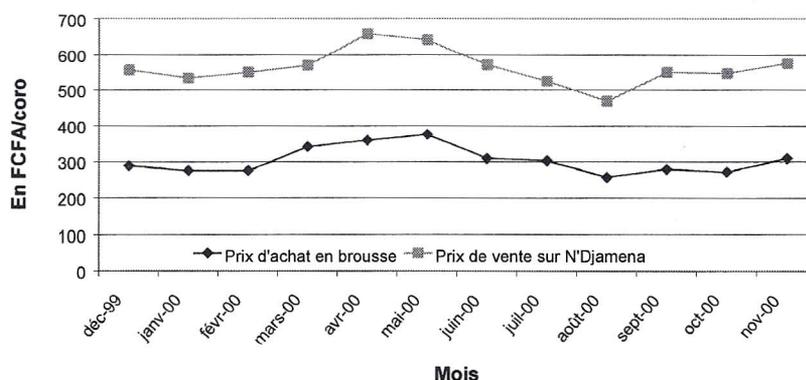
Les données collectées et analysées tiennent lieu de prétexte pour engager les discussions. Un thème différent est choisi pour chaque réunion. Les chercheurs de l'observatoire commencent par exposer leurs résultats et leurs points de vue sur le thème en question, puis orientent les débats. Un compte-rendu est ensuite rédigé et distribué à l'ensemble des participants afin de synthétiser les débats qui ont eu lieu.

Chaque réunion donne lieu à une dégustation de produits laitiers afin de promouvoir les entreprises de transformation les plus performantes et de faire connaître d'éventuels nouveaux produits (fromages, yaourts..) ou emballages.

Résultats et discussions au bout d'un an de fonctionnement

a. Les suivis de marchés

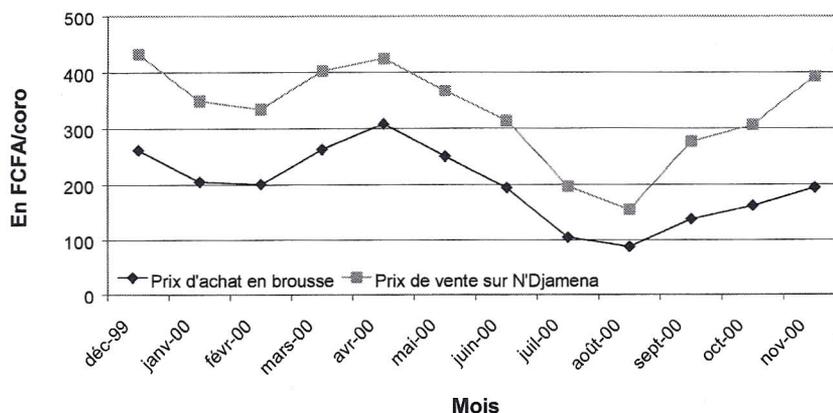
En dépit d'une forte saisonnalité de la production, le prix du *lait frais* connaît des variations saisonnières peu marquées en raison de la forte demande pour ce produit tout au long de l'année (figure 1). Le rayon de collecte de ce produit étant limité aux zones proches des routes goudronnées, l'offre est toujours inférieure à la demande. Ceci explique aussi que le prix du lait frais de collecte soit relativement élevé en brousse (en moyenne 150 FCFA/litre). Les marges commerciales sont élevées, ce qui s'explique par l'importance des risques encourus par les collecteurs. En effet, le lait frais est transporté à température ambiante dans des bidons en polyéthylène. Il arrive donc parfois que le lait ait tourné pendant le transport.



Source : enquêtes LRVZ / PRASAC

Figure 1 : prix du lait frais (moyennes mensuelles)

Le prix du *lait caillé* connaît par contre d'importantes fluctuations dans le temps en raison de la très forte saisonnalité de la production. ZAFINDRAJONA et al. (1997) estiment que la production en saison des pluies est de 4,5 fois supérieure à la production en fin de saison sèche pour le bassin laitier de N'Djamena. D'autre part, le lait caillé est facilement transportable sur de longues distances et constitue donc la forme privilégiée de commercialisation du lait liquide pour les élevages situés à l'écart des routes goudronnées. L'offre en saison des pluies est donc surabondante, ce qui conduit à un effondrement des cours (figure 2). Par ailleurs, le lait caillé peut-être considéré comme un sous-produit du barattage, qui peut se conserver au maximum une semaine. A ce titre, il est difficilement valorisé en période de surproduction, à la différence du beurre liquide.



Source : enquêtes LRVZ / PRASAC

Figure 2 : prix du lait caillé (moyennes mensuelles)

L'étude des variations des cours du beurre liquide et du beurre solide sur une année montrent que ces produits sont des produits de luxe et connaissent de ce fait une relative stabilité des prix tout au long de l'année.

Ces suivis demandent toutefois à être poursuivis sur plusieurs années pour valider ces hypothèses. Ils soulèvent d'autre part un certain nombre de questions liées aux usages alimentaires qui demandent à être abordés dans le cadre d'enquêtes approfondies sur les habitudes de consommation des habitants de la capitale.

b. résultats relatifs à la démarche de concertation

Les concertations entre acteurs qui ont eu lieu dans le cadre des réunions organisées par l'observatoire de la filière lait ont permis en premier lieu de valider les résultats des recherches entreprises par le Laboratoire de Farcha. Des points de blocage aux différents maillons de la filière et des solutions à apporter ont été débattus. Les réunions ont notamment permis de soulever les points suivants :

- l'importance de l'organisation du marché de tourteaux de coton dans la perspective d'une intensification des élevages ;
- l'importance de l'hygiène de la traite et du transport afin d'améliorer la qualité des produits commercialisés ;
- La nécessité de mieux connaître les caractéristiques de la demande urbaine;
- L'urgence de réfléchir à la définition des produits et à l'élaboration d'une législation respectueuse des spécificités locales de la filière.

Les participants aux réunions ont aussi apprécié le fait d'obtenir des informations économiques sur la filière. Ces informations permettent aux entreprises de mieux adapter leurs stratégies au contexte. Mais elles permettent surtout aux instances d'encadrement d'élaborer des actions de développement appropriées : Certains des points soulevés au paragraphe précédent ont notamment été repris dans la définition des orientations du projet d'appui à la filière laitière de N'Djamena qui démarre cette année sous le pilotage du Ministère de l'élevage.

Les dégustations sont très appréciées. Elles permettent de faire connaître les meilleurs produits et favorisent l'émergence d'un référentiel commun sur la qualité.

Conclusions

Il apparaît que la méthode utilisée par l'Observatoire de la filière lait au Tchad permet la mise sur pied d'une instance de concertation adaptée au contexte de l'approvisionnement de la ville de N'Djamena. Toutefois, il ne s'agit ici que d'une première année de fonctionnement et l'expérience devra être

poursuivie afin de valider les choix qui ont été faits. Des questions restent posées, qui concernent notamment la participation aux débats d'un certain nombre de producteurs ou d'entrepreneurs qui ne parlent pas le français. L'observatoire devra aussi montrer sa pertinence pour obtenir des avancées concrètes sur les sujets de débats mis en exergue tels que l'organisation du marché du tourteau de coton, la formation des commerçants à l'hygiène du lait ou l'élaboration d'une réglementation sur les produits. Les discussions font ressortir les dangers d'une réglementation trop draconienne dans le contexte de l'Afrique centrale et l'intérêt de développer des actions de formation. Des études sont néanmoins nécessaires pour mieux comprendre les modes de consommation et les exigences de la demande.

Il convient aussi de réfléchir à la mise sur pied d'instances parallèles de concertation autour des filières d'approvisionnement d'autres villes du Tchad comme Moundou, Pala ou Sarh où la dynamique laitière apparaît intéressante (DUTEURTRE et ATTEYEH, 1999).

D'un autre côté, il est prévu de s'inspirer de cette méthode pour travailler à la mise sur pied d'instances de concertation dans le cadre de la filière fruits et légumes (mangue, tomate, oignon) au Tchad et au Nord Cameroun. Ce travail doit être réalisé par les équipes du PRASAC en 2001.

Bibliographie

- BOURGEOIS R. et HERRERA D., 1998 : "Filières et dialogue pour l'action : la méthode Cadiac", Collection Repères, CIRAD, Montpellier, 175 p.
- CERDAN C., 1999 : "Qualité territoriale et dynamique d'entreprises : les fromageries artisanales dans le nordeste brésilien", in *Performances Humaines et Techniques*, sept-oct. 99, n° 101, pp. 32-37.
- DECONINCK P., 1969 : "Le Beurre au Tchad", Thèse vétérinaire, Ecole nationale vétérinaire de Toulouse, année 1960, 75 p.
- DUTEURTRE G. et ATTEYEH A., 1999 : "D'une rive à l'autre du Logone : campements peuls et commerce laitier autour de Moundou (Tchad)", communication aux IIIèmes Journées Agro-sylvo-pastorales, N'Djamena, décembre 1999, LRVZ
- DUTEURTRE G. et ATTEYEH A., 2000 : "Le lait à Moundou : témoin de l'intégration marchande des systèmes pastoraux" in *Revue d'élevage et de médecine vétérinaire des pays tropicaux*, vol. 53, n°3.
- GAUTHIER J., BOUTINOT L., KOUSSOU M.O., 1998 : "Etude complémentaire sur la filière lait au Tchad", Rapport CIRAD-EMVT 98-030, N'Djamena, 83 p.
- KOUSSOU M.O., 1998 : "L'approvisionnement de la ville de N'Djamena en produits laitiers", communication à l'atelier "Marchés urbains et développement laitier", CIRAD, Montpellier, 10-11 sept. 1998, 6 p.
- MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE, 1999 : "Réflexion prospective sur l'élevage au Tchad : Rapport principal", Rapport, Ministère de l'élevage, N'Djamena, 77 p.
- PISSANG TCHANGAÏ D., 1995 : "Évaluation de la qualité des laits et produits laitiers dans les systèmes traditionnels de transformation au Tchad. Mise au point d'une technologie fromagère adaptée", Mémoire ENSA-SIARC, Montpellier, 62 p.
- ZAFINDRAJONA P.S., GAUTHIER J., BOUCHEL D., KOUSSOU M.O., 1997 : "Mission d'identification d'un projet visant à l'amélioration de l'approvisionnement laitier de N'Djamena." Rapport CIRAD-EMVT n° 97-022, Montpellier, 75 p. + annexes.